

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 NOVEMBRE 1923.

Projet de loi

relatif au règlement des frais d'internement en Hollande des militaires belges pendant la guerre.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Les frais occasionnés au Gouvernement des Pays-Bas par l'entretien des militaires belges internés pendant la guerre s'élèvent en principal à 46,738,355.32 florins.

Après de longues négociations, les deux Gouvernements intéressés ont conclu l'arrangement suivant, qui règle la question des intérêts sur les sommes dues et les modalités du remboursement.

L'intérêt des capitaux déboursés par la Hollande pendant les années de guerre et jusqu'en 1920, prend cours, en ce qui concerne l'année 1914, à partir du 1^{er} janvier 1915 et, pour les années subséquentes, le 1^{er} octobre sur le montant total des dépenses effectuées pendant l'année. L'intérêt capitalisé annuellement devient lui-même productif d'intérêt.

Le taux, fixé primitivement à 5 p. c., puis à 6 p. c. à partir du 1^{er} janvier 1921, a, de commun accord, été ramené à 4 1/2 p. c., uniformément jusqu'au 31 décembre 1922. Le total des intérêts à cette date, arrêté d'après cette nouvelle base, s'élève à 15,730,558.15 florins.

Il a été convenu que ce montant serait remboursé au cours de la présente année.

A partir du 1^{er} janvier 1923, un nouveau régime est institué. Le principal de la dette ainsi que les intérêts calculés au taux de 5 p. c. l'an, seront acquittés en quinze ans, par versements semestriels égaux, le premier échu le 30 juin 1923 et le dernier échéant le 31 décembre 1937.

En représentation du principal de cette dette, il sera créé des obligations de la Dette publique pour un capital nominal de 46.738,000 florins, portant intérêt à 5 p. c. l'an à partir du 1^{er} janvier 1923 et remboursables par semestres en quinze années, de 1923 à 1937 inclusivement.

Le délai ainsi concédé nous permet de nous libérer sans grever trop lour-

dement le budget annuel, et le taux de l'intérêt que nous avons à supporter n'est pas supérieur à celui de nos propres emprunts.

Les conditions de cet arrangement, auquel le Gouvernement a donné son adhésion, vous paraîtront en tous points raisonnables, et il m'est agréable de rendre ici témoignage de l'esprit bienveillant et du désir de conciliation apportés par le Gouvernement des Pays-Bas dans les négociations.

Le projet de loi que le Gouvernement a l'honneur de soumettre aux délibérations de la Chambre approuve par son article premier l'arrangement dont il s'agit, et règle par ses articles 2 à 5 les mesures d'exécution qu'entraîne la convention.

Les frais d'internement constituent une charge du Ministère de la Défense Nationale, charge dont il n'a pas été tenu compte jusqu'ici dans l'élaboration du Budget extraordinaire (II. Dépenses suites de guerre).

L'article 2 du projet ouvre donc au Ministre de la Défense Nationale, pour être rattachés au dit Budget de l'exercice 1923, les deux crédits nécessaires au règlement des frais en principal, ainsi que des intérêts à payer en espèces.

Le premier de ces crédits est destiné à couvrir, par une imputation budgétaire, le montant des obligations de la Dette publique que le Ministère des Finances émettra en représentation des sommes à verser semestriellement au Gouvernement des Pays-Bas. Il paraît rationnel, pour la traduction de cette dette en francs, de prendre le cours du florin au 29 décembre 1922, dernier cours officiel pratiqué à la Bourse de Bruxelles avant le 1^{er} janvier 1923, date à partir de laquelle le service de la Dette publique assumera les paiements périodiques qui découlent de la convention.

Au taux de fr. 5.94 le florin, le crédit nécessaire représente une somme de 277,623,720 francs. Il s'agit, d'ailleurs, en l'espèce non d'un décaissement réel, mais d'un virement au compte de Trésorerie : « Produit d'emprunt », emprunt qui a sa contre-partie dans les versements à faire pour son amortissement en quinze ans.

Quant au second crédit demandé à l'article 2, il est affecté au paiement en espèces de fl. 13,730,713.47, montant des intérêts arrêté au 31 décembre 1922 augmenté de la soulte de capital s'élevant à fl. 555.32, ainsi qu'au règlement des intérêts courus en 1923 sur ces deux sommes.

A raison de l'instabilité du marché des changes, il convient, en fixant à 105 millions de francs le crédit à consacrer à cette dépense, de lui donner un caractère *non limitatif*.

Une somme de fl. 12,233,387.32 a été versée au Gouvernement néerlandais le 30 juin 1923. Elle comprend : 1° un acompte de 10 millions de florins sur le chiffre des intérêts; 2° la soulte de capital au montant de fl. 355.32; 3° une somme de 2,233,032 florins, montant du semestre échu à cette date pour les intérêts et l'amortissement des obligations.

Bien que le Gouvernement soit autorisé, par l'article 7 du Budget des Voies et Moyens, à emprunter pour parer à l'insuffisance des ressources du Trésor, il semble désirable, à cause du caractère spécial de notre dette envers la Hollande et des particularités inhérentes aux opérations qui en découlent, de solliciter des Chambres une autorisation spéciale d'émettre des obligations

de la Dette publique libellées comme il vient d'être dit. L'article 3 du projet prévoit cette autorisation; il stipule, en outre, comme il se conçoit, que les intérêts et le capital des obligations seront exempts d'impôts.

Enfin, il a paru nécessaire, en présence de la qualité du créancier et des offres qu'il a faites de vérifier sur place l'innombrable quantité des documents comptables, d'accepter comme pièces justificatives des paiements, les bordereaux récapitulatifs établis par le Département de la Guerre des Pays-Bas. D'ailleurs, celui-ci ne peut se dessaisir de ces documents qu'il est lui-même tenu de produire à la Cour des Comptes néerlandaise. De nombreuses factures se rapportent à des débours effectués partie pour compte de la Belgique et partie pour compte de militaires d'autres nationalités, ce qui oblige aussi le Gouvernement néerlandais à conserver ces documents à la disposition de ses différents débiteurs.

Nous avons renoncé à déléguer des fonctionnaires pour vérifier sur place les comptes et factures dont la sincérité est hors de doute. Cette opération eût entraîné à des frais considérables et certainement hors de proportion avec les erreurs possibles qui eussent pu être redressées à notre avantage.

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
G. THEUNIS.

Le Ministre de la Défense Nationale,
P. FORTHOMME.



Bruxelles, le 10 mai 1923.

A Monsieur le Ministre des Affaires Étrangères.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'après une communication faite à mon délégué, il est dans les désirs du Gouvernement néerlandais que l'arrangement en projet pour le paiement des frais d'internement de nos militaires soit réglé sous la forme d'une simple convention entre Ministres plutôt que sous celle d'un traité.

J'ai en conséquence l'honneur de vous prier, Monsieur le Ministre, de vouloir bien charger notre Représentant à La Haye de remettre, cette semaine encore, la dépêche ci-jointe à M. le Ministre des Finances des Pays-Bas.

Le Premier Ministre,

G. THUNIS.

Bruxelles, le 10 mai 1923.

Monsieur le Ministre des Finances des Pays-Bas, à La Haye.

EXCELLENCE,

Le Conseil des Ministres a examiné le plan élaboré entre le Trésorier général des Pays-Bas et l'Administrateur du Trésor belge en vue du règlement des frais d'internement de nos militaires pendant la guerre.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement du Roi acquiesce aux bases de ce plan, à savoir :

1. Le principal de la dette est fixé à fl. 46,738,335.32 y compris une somme de fl. 7,836.98, montant d'un état complémentaire se rapportant à l'année 1915.

2. Le compte des intérêts sera arrêté à la date du 31 décembre 1922, au taux uniforme de 4 1/2 p. c.

Le montant ainsi obtenu sera payé, augmenté des intérêts calculés au même taux de 4 1/2 p. c. jusqu'à la date du versement, en un premier acompte de 10 millions de florins dans le délai d'un mois, le solde aussitôt que possible dans le courant de cette année.

3. Le principal de la dette sera capitalisé au taux de 5 p. c. l'an et payé en trente semestrialités, au montant de fl. 2,233,032 chacune, à l'échéance du 30 juin et du 31 décembre de chaque année, le premier versement se faisant le 30 juin 1923.

4. Le Gouvernement belge a le droit, en tout temps, de se libérer anticipativement du principal restant dû, soit en tout, soit en partie, moyennant bonification de l'intérêt couru depuis la précédente échéance et sous préavis d'un mois.

5. Le Gouvernement belge remettra au Gouvernement néerlandais, à titre de garantie, des obligations de la Dette publique, libellées en florins, pour un montant, à un taux et à une échéance conformes à ce qui est dit au

§ 3, ces obligations, munies chacune de coupons jusqu'à leur date respective de remboursement, étant divisées en coupures conformément au tableau d'amortissement ci-joint. Le Gouvernement néerlandais s'engage à ne négocier ces obligations qu'en cas de manquement par l'État belge aux dispositions de la présente convention et moyennant préavis de huit jours.

6. Le contrat sera régi par la loi néerlandaise, le Gouvernement belge faisant élection de domicile à sa légation de La Haye.

Si le Gouvernement de la Reine, de son côté, donne son agrément à un arrangement conçu d'après les données qui précèdent, je vous saurai gré, Excellence, de vouloir bien me transmettre le texte d'un projet définitif de convention. Dès la réception de ce projet, je prendrai les dispositions nécessaires pour assurer le premier versement de 10 millions de florins, à valoir.

Il me reste, Excellence, à vous remercier de l'accueil fait à mon délégué; je me féliciterai d'une solution qui, à la satisfaction commune, met terme à une discussion déjà longue et je me plais à reconnaître le réel esprit de conciliation dans lequel vous avez bien voulu examiner mes propositions.

Je prie Votre Excellence d'agréer les assurances de ma haute considération.

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

G. THEUNIS.

Echéances.	Capital en circulation au début du semestre.	Intérêts semestriels 5 p. c. l'an.	Amortissement semestriel.	Charge totale.	Dotation.	Restes.	Nombre de titres à amortir. Fl. P. B.		
							100,000	10,000	1,000
30 juin 1923.	46,738,000	1,168,450	1,064,000	2,232,450	2,233,032	582	10	6	4
31 décembre 1923.	45,674,000	1,141,850	1,091,000	2,232,850	2,233,614	764	10	9	1
30 juin 1924.	44,583,000	1,114,575	1,119,000	2,233,575	2,233,796	221	11	1	9
31 décembre 1924.	43,464,000	1,086,600	1,146,000	2,232,600	2,233,253	653	11	4	6
30 juin 1925.	42,318,000	1,057,950	1,175,000	2,232,950	2,233,685	735	11	7	5
31 décembre 1925.	41,143,000	1,028,575	1,205,000	2,233,575	2,233,767	192	12	—	3
30 juin 1926.	39,938,000	998,450	1,234,000	2,232,450	2,233,224	774	12	3	4
31 décembre 1926.	38,704,000	967,600	1,266,000	2,233,600	2,233,806	206	12	16	6
30 juin 1927.	37,438,000	935,950	1,297,000	2,232,950	2,233,238	288	12	9	7
31 décembre 1927.	36,141,000	903,525	1,329,000	2,232,525	2,233,320	795	13	2	9
30 juin 1928.	34,812,000	870,300	1,363,000	2,233,300	2,233,827	527	13	6	3
31 décembre 1928.	33,449,000	836,225	1,397,000	2,233,225	2,233,559	334	13	9	7
30 juin 1929.	32,052,000	801,300	1,432,000	2,233,300	2,233,366	66	14	3	2
31 décembre 1929.	30,620,000	765,500	1,467,000	2,232,500	2,233,098	598	14	6	7
30 juin 1930.	29,153,000	728,825	1,504,000	2,232,825	2,233,630	805	15	—	4
31 décembre 1930.	27,649,000	691,225	1,542,000	2,233,225	2,233,837	612	15	4	3
30 juin 1931.	26,107,000	652,675	1,580,000	2,232,675	2,233,644	969	15	8	—
31 décembre 1931.	24,527,000	613,175	1,620,000	2,233,175	2,234,001	826	16	2	—
30 juin 1932.	22,907,000	572,675	1,661,000	2,233,675	2,233,858	183	16	6	1
31 décembre 1932.	21,246,000	531,150	1,702,000	2,233,150	2,233,215	65	17	—	2
30 juin 1933.	19,544,000	488,600	1,744,000	2,232,600	2,233,097	497	17	4	4
31 décembre 1933.	17,800,000	445,000	1,788,000	2,233,000	2,233,529	529	17	8	8
30 juin 1934.	16,012,000	400,300	1,833,000	2,233,300	2,233,561	261	18	3	3
31 décembre 1934.	14,179,000	354,475	1,878,000	2,232,475	2,233,293	818	18	7	8
30 juin 1935.	12,301,000	307,525	1,926,000	2,233,525	2,233,850	325	19	2	6
31 décembre 1935.	10,375,000	259,375	1,973,000	2,232,375	2,233,357	982	19	7	3
30 juin 1936.	8,402,000	210,050	2,023,000	2,233,050	2,234,014	964	20	2	3
31 décembre 1936.	6,379,000	159,475	2,074,000	2,233,475	2,233,996	521	20	7	4
30 juin 1937.	4,305,000	107,625	2,125,000	2,232,625	2,233,553	928	21	2	5
31 décembre 1937.	2,180,000	54,500	2,180,000	2,234,500	2,233,960	540	21	8	—
	310,140,000	20,253,500	46,738,000	66,991,500	67,006,980	15,480	452	141	128

MINISTÈRE DES FINANCES.

Cabinet du Ministre des Finances.

N° 182.

La Haye, le 29 mai 1923.

*Au Premier Ministre, Ministre des Finances,
à Bruxelles.*

EXCELLENCE,

Par la lettre de Votre Excellence, en date du 10 mai courant, Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement belge acquiesce aux bases du plan élaboré entre l'Administrateur du Trésor belge et le Trésorier général du Ministère des Finances des Pays-Bas en vue du règlement des frais d'internement des militaires belges pendant la guerre.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de la Reine, après avoir examiné le plan susvisé, s'y rallie également. Il est donc convenu que le paiement des frais susmentionnés se fera sous les conditions suivantes :

1° Le principal de la dette est fixé à fl. 46,738,355.32, y compris une somme de fl. 7,856.98, montant d'un état complémentaire se rapportant à l'année 1915 ;

2° Le compte des intérêts composés, calculés au taux de 4 1/2 p. c., sera arrêté à la date du 31 décembre 1922. Le total de ces intérêts constitue un montant de fl. 13,730.358.15.

Ce montant sera payé, augmenté des intérêts calculés au même taux de 4 1/2 p. c. à partir du 1^{er} janvier jusqu'à la date du versement, en un premier acompte de 10 millions de florins dans le délai d'un mois, le solde aussitôt que possible dans le courant de cette année.

3° Le principal de la dette sera capitalisé au taux de 5 p. c. l'an et payé en trente semestrialités, au montant de 2,233,032 florins chacune, à l'échéance du 30 juin et du 31 décembre de chaque année, le premier versement se faisant le 30 juin 1923 ;

4° Le Gouvernement belge a le droit en tout temps de se libérer anticipativement du principal restant dû soit en tout, soit en partie, moyennant bonification de l'intérêt couru depuis la précédente échéance et sous préavis d'un mois.

5° Le Gouvernement belge remettra au Gouvernement néerlandais, à titre de garantie, des obligations de la Dette publique, libellées en florins, pour un montant, à un taux et à une échéance conformes à ce qui est dit au § 3, ces obligations, munies chacune de coupons jusqu'à leur date respective de remboursement, étant divisées en coupures conformément au tableau d'amortissement ci-joint. Le Gouvernement néerlandais s'engage à ne négo-

cier ces obligations qu'en cas de manquement par l'Etat belge aux dispositions du présent accord et moyennant préavis de huit jours.

6° L'accord sera régi par la loi néerlandaise, le Gouvernement belge faisant élection de domicile à sa Légation de La Haye.

Selon l'opinion du Gouvernement de la Reine l'accord entre nos deux Gouvernements sera parfait par l'échange de votre lettre du 10 mai et de ma réponse de ce jour. Dès lors la signature d'une convention formelle ne paraît pas nécessaire.

Je vous saurais gré de bien vouloir me faire savoir si telle est aussi l'opinion de Votre Excellence, de sorte qu'après réception de cette lettre, Votre Excellence voudra bien prendre les dispositions nécessaires pour assurer le premier versement de 10 millions de florins à valoir.

En terminant, je tiens, aussi de mon côté, à me faire l'écho de la satisfaction que Votre Excellence a exprimée au sujet de cet arrangement.

Je prie, Votre Excellence d'agréer les assurances de ma haute considération.

Le Ministre des Finances,

DE GEER.



Royaume de Belgique.
—
Ministère des Finances.
—
Cabinet.
—

Bruxelles, le 11 juin 1923.

*Son Excellence Monsieur le Jonckheer de Geer,
Ministre des Finances des Pays-Bas, à La Haye.*

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser sous la date du 29 mai, et contenant approbation du plan élaboré par nos deux Trésoreries en vue du règlement de frais d'internement des militaires belges pendant la guerre.

Le Gouvernement du Roi confirme son acquiescement aux conditions acceptées déjà par le Gouvernement de la Reine et énoncées dans la lettre de Votre Excellence.

Il prend, dès à présent, les mesures nécessaires en vue du versement dans le délai d'un mois, à partir de ce jour, de la somme de dix millions de florins à valoir sur le montant des intérêts courus jusqu'aux 31 décembre 1922, ainsi que pour le paiement de la première semestrialité échéant le 30 juin courant.

Le Gouvernement belge remettra au Gouvernement de la Reine, dans un délai rapproché, les obligations de garantie à créer conformément au tableau d'amortissement que Votre Excellence a bien voulu me transmettre.

Je prie Votre Excellence d'agréer les assurances de ma haute considération.

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

G. THEUNIS.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 28 NOVEMBER 1923

Ontwerp van wet

betreffende de regeling der kosten van internering in Holland, van de Belgische militairen gedurende den oorlog.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De aan de Nederlandsche Regeering door het onderhoud der tijdens den oorlog geïnterneerde Belgische militairen veroorzaakte onkosten beloopt in hoofdsom 46,738,335.32 gulden.

Na lange onderhandelingen hebben de beide betrokken Regeeringen het volgend vergelijk getroffen, waarbij de quaestie van den interest over de verschuldigde sommen en de modaliteiten der terugbetaling geregeld worden.

De interest der door Nederland tijdens de oorlogsjaren en tot in 1920 verschoten gelden, gaat, wat het jaar 1914 betreft, met 1 Januari 1915 en, voor de volgende jaren, met 1 October in, op het gezamenlijk bedrag der gedurende het jaar gedane uitgaven. Het jaarlijks uit den interest gevormd kapitaal wordt zelf rentegevend.

Het percent dat aanvankelijk op 5, dan van 1 Januari 1921 af op 6 vastgesteld was, werd in gemeen overleg tot 31 December 1922 eenvormig tot 4 1/2 herleid. Volgens dezen nieuwen grondslag berekend, beliep het totaal der interesten op laatstgemelden datum 15,750,358.15 gulden.

Overeengekomen werd dat gemeld bedrag in den loop van dit jaar zou terugbetaald worden.

Van 1 Januari 1923 af, komt een nieuw regime tot stand. De hoofdsom der schuld, evenals de tegen 5 t. h. 's jaars berekende interesten, zullen voldaan worden in vijftien jaren, door gelijke zesmaandelijksche stortingen, waarvan de eerste den 30 Juni 1923 vervallen is en de laatste den 31 December 1937 zal verschijnen.

Om de hoofdsom van die schuld te vertegenwoordigen, zullen obligaties der Openbare Schuld uitgegeven worden voor een naamkapitaal van 46,738,000 gulden, welke van 1 Januari 1923 af interest tegen 5 t. h.

's jaars opbrengen en in vijftien jaren, van 1923 tot en met 1937, per halfjaar terugbetaalbaar zijn.

De aldus vergunde termijn laat ons toe ons te kwijten zonder de jaarlijkse begrooting al te zeer te bezwaren, en het cijfer van den door ons te betalen interest is niet hooger dan dat onzer eigen leeningen.

De voorwaarden van het vergelijk, waarmee de Regeering ingestemd heeft, zullen u in alle opzicht redematig toeschijnen en ik breng hier volgaarne hulde aan den geest van welwillendheid en de verzoeningsgezindheid, welke de Nederlandsche Regeering bij de onderhandelingen betoond heeft.

Bij artikel één van het wetsontwerp dat de Regeering de eer heeft aan de beraadslagingen der Kamer te onderwerpen, wordt het vergelijk waarvan sprake goedgekeurd en bij artikelen 2 tot 3 worden de maatregelen ter uitvoering der overeenkomst geregeld.

De kosten van interneering komen ten laste van het Ministerie van Landsverdediging, maar tot dusver werd, bij het opmaken der Buitengewone Begrooting, « II. Uitgaven oorlogsgevolgen », van die kosten geene rekening gehouden.

Bij artikel 2 van het ontwerp worden dus aan den Minister van Landsverdediging, om aan gemelde begrooting over het dienstjaar 1923 te worden verbonden, de twee noodige credieten geopend ter regeling der kosten in hoofdsom, alsook der in geldspecie te betalen interesten.

Het eerste van die credieten is bestemd tot dekking, door eene begrotingsaanrekening, van het bedrag der obligaties der Openbare Schuld welke het Ministerie van Financiën zal uitgeven ter vertegenwoordiging der halfjaarlijks aan de Nederlandsche Regeering te storten sommen. Voor de omzetting van die schuld in franken lijkt het redematig uit te gaan van den stand van den gulden op 29 December 1922, laatste ter Beurs van Brussel genoteerde officieele koers, vóór 1 Januari 1923, van welken datum af de dienst der Openbare Schuld de periodieke uit de overeenkomst voortspuitende betalingen op zich zal nemen.

Met den gulden tegen fr. 3.94 beloopt het benoodigd crediet eene som van 277,623,720 frank. Het gaat hier overigens niet om eene werkelijke dekasceering, maar om eene overschrijving op de Thesaurierekening « Opbrengst van leening », leening welke hare tegenpartij vindt in de stortingen welke tot hare delging in vijftien jaren te doen vallen.

Zijnerzijds wordt het bij artikel 2 aangevraagde crediet aangewend tot het het betalen in geldspecie van 13,730.713.47 gulden, bedrag van den tot 31 December 1922 berekenden interest vermeerderd met den kapitaaltoeslag bedragende 333,32 gulden, alsook tot het verelfenen van de in 1923 gelooopen interesten over beide sommen.

Wegens de onbestendigheid van den wisselkoers, behoort aan het tot die uitgave te besteden crediet, dat op 105 miljoen frank bepaald wordt, een *onbeperkt karakter* te worden verleend.

Aan de Nederlandsche Regeering werd den 30 Juni 1923 eene som van 12,233,387.32 gulden gestort. Zij omvat : 1° eene betaling van 10 miljoen gulden in mindering van het cijfer der interesten ; 2° den kapitaaltoeslag

ten bedrage van 353.32 gulden; 3^o eene som van 2,233,032 gulden, bedrag van het op dien datum vervallen halfjaar voor interest en aflossing der obligaties.

Hoewel de Regeering bij artikel 7 der Begrooting van 's Lands Middelen tot leenen gemachtigd is om aan de ontoereikendheid van de inkomsten der Schatkist te gemoet te komen, lijkt het wenschelijk, om reden van den bijzonderen aard onzer schuld tegenover Nederland en van de bijzonderheden in verband met de daaruit voortvloeiende verrichtingen, de Kamers te verzoeken om machtiging tot uitgifte van obligaties der Openbare Schuld, omschreven zooals gezegd werd. Bij artikel 3 van het ontwerp wordt die machtiging voorzien; daarbij wordt begrijpelijkerwijze ook nog bepaald dat de interesten en het kapitaal der obligaties belastingvrij zijn.

Ten slotte scheen het noodig, tegenover het wezen van den schuldvoordenaar en het door hem gedane aanbod de ontelbare rekenplichtige bescheiden ter plaatse na te zien, de door het Nederlandsch Departement van Oorlog opgemaakte samenvattende borderellen als stukken ter verantwoording der betalingen te aanvaarden. Dit laatste kan overigens die bescheiden niet afstaan, vermits het ze zelf aan de Nederlandsche Rekenkamer moet overleggen. Tal van facturen houden verband met uitgaven welke deels voor rekening van België en deels voor rekening van militairen uit andere landen geschiedden, waardoor de Nederlandsche Regeering verplicht is die bescheiden ter beschikking zijner verschillende schuldenaars te bewaren.

Wij hebben er van afgezien ambtenaren af te vaardigen om de rekeningen en facturen, waarvan de oprechtheid boven allen twijfel verheven is, ter plaatse te doen onderzoeken. Zulks zou leiden tot aanzienlijke onkosten die stellig geen gelijken tred zouden houden met de mogelijke vergissingen welke te onzen voordeele konden verbeterd worden.

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,
THEUNIS.*

*De Minister van Landsverdediging,
FORTHOMME.*



Brussel, 10 Mei 1923.

Vertaling.
—*Aan den Minister van Buitenlandsche Zaken,*

MIJNHEER DE MINISTER,

Naar eene mededeeling die aan mijnen afgevaardigde werd gedaan, verlangt de Nederlandsche Regeering dat het ontworpen vergelijk tot betaling der kosten van interneering van onze militairen zou geregeld worden bij wijze van eene eenvoudige overeenkomst tusschen Ministers veeleer dan bij wijze van verdrag.

Ik heb bijgevolg de eer U te verzoeken, Mijnheer de Minister, onzen Vertegenwoordiger te 's-Gravenhage te willen gelasten, het hierbij gevoegd schrijven, nog in den loop dezer week, aan den heer Minister van Financiën der Nederlanden te overhandigen.

De Eerste Minister,

G. THEUNIS.

Brussel, 10 Mei 1923.

Vertaling.
—*Aan den Minister van Financiën der Nederlanden,
te 's-Gravenhage.*

EXCELLENTIE,

De Ministerraad heeft het plan onderzocht, door den Algemeenen Kas-houder der Nederlanden en den Beheerder der Belgische Schatkist in gemeen overleg opgemaakt tot regeling der kosten van interneering van onze militairen gedurende den oorlog.

Ik heb de eer U ter kennis te brengen dat 's Konings Regeering de grondslagen van dit plan aanneemt, namelijk :

1. De hoofdsom der schuld wordt bepaald op fl. 46,738,355.32, met inbegrip van eene som van fl. 7,856.98, bedrag van een aanvullenden staat voor het jaar 1915.

2. De rekening der interesten wordt op den datum van 31 December 1922 afgesloten tegen een gelijken rentevoet van 4 1/2 ten honderd.

Het aldus bekomen bedrag zal, mits toevoeging van de interesten berekend tegen denzelfden rentevoet van 4 1/2 t. h. tot op den datum der storting, betaald worden bij wijze van eene eerste betaling op afrekening van 10 miljoen florijnen binnen ééne maand; het overige zal zoo spoedig mogelijk in den loop van dit jaar worden betaald.

3. De hoofdsom der schuld zal worden gekapitaliseerd tegen den rentevoet van 5 t. h. 's jaars en betaald in dertig zesmaandelijksche stortingen, elk ten beloope van fl. 2,233,032, op den vervaltijd van 30 Juni en 31 December van ieder jaar; de eerste storting zal geschieden den 30^e Juni 1923.

4. De Belgische Regeering heeft te allen tijde het recht, de nog verschuldigde hoofdsom bij vervroeging te betalen, hetzij geheel, hetzij gedeeltelijk, mits vergoeding van den interest loopende vanaf den vorigen vervaldag en mits kennisgeving ééne maand vooraf.

5. Als waarborg zal de Belgische Regeering aan de Nederlandsche Regeering obligatiën van de Openbare Schuld, in florijnen berekend, overhandigen ten beloope van eene som, tegen eenen interest en met eenen vervaltijd zooals bij § 3 is voorzien; die obligatiën, waarvan elke is voorzien van coupons tot op hunnen respectieven datum van terugbetaling, zijn verdeeld in coupures overeenkomstig de hierbij gevoegde aflossingstabel. De Nederlandsche Regeering verbindt zich die obligatiën alleen dan ter markt te brengen wanneer de Belgische Staat de bepalingen dezer overeenkomst niet naleeft en mits daarvan acht dagen vooraf kennis gegeven wordt.

6. Het contract wordt beheerscht door de Nederlandsche wet, de Belgische Regeering keuze van woonplaats doende in haar gezantschap te 's-Gravenhage.

Indien de Regeering der Koningin, harerzijds, instemt met een vergelijk naar de bovengemelde gegevens, zal ik U dank weten, Excellentie, mij den tekst van een definitief ontwerp van overeenkomst te willen doen geworden. Dadelijk na de ontvangst van dit ontwerp, zal ik de noodige schikkingen nemen om de eerste storting van 10 millioen florijnen, op afkorting, te verzekeren.

Ik moet, ten slotte, U dank zeggen, Excellentie, voor de wijze waarop gij mijn afgevaardigde hebt ontvangen; ik zal mij verheugen over eene oplossing, die, naar ieders voldoening, een eind maakt aan eene reeds lange onderhandeling, en volgaarne breng ik hulde aan den echt verzoeningsgezinden geest, die U bij het onderzoek mijner voorstellen heeft bezielde.

Ik bid Uwe Excellentie de betuiging mijner hoogachting te aanvaarden.

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,
G. THEUNIS.*

Vervaldagen.	Kapitaal in omloop begin van het semester.	Halfjaarlijkse interesten tegen 5 t. h. 's jaars.	Halfjaarlijkse aflossing.	Gezamenlijke last.	Dotatie.	Overschot.	Aantal af te lossen titels. Fl. P. B.		
							100,000.	10,000.	1,000.
30 Juni 1923 . . .	46,738,000	1,468,450	1,064,000	2,232,450	2,233,632	582	10	6	4
31 December 1923 . .	45,674,000	1,141,850	1,091,000	2,232,850	2,233,614	764	10	9	1
30 Juni 1924 . . .	44,583,000	1,144,575	1,119,000	2,233,575	2,233,796	221	11	1	9
31 December 1924 . .	43,464,000	1,086,600	1,146,000	2,232,600	2,233,253	653	11	4	6
30 Juni 1925 . . .	42,318,000	1,057,950	1,175,000	2,232,950	2,233,685	735	11	7	5
31 December 1925 . .	41,143,000	1,028,575	1,205,000	2,233,575	2,233,767	192	12	—	5
30 Juni 1926 . . .	39,928,000	998,450	1,234,000	2,232,450	2,233,224	774	12	3	4
31 December 1926 . .	38,704,000	967,600	1,266,000	2,233,600	2,233,806	206	12	16	6
30 Juni 1927 . . .	37,438,000	935,950	1,297,000	2,232,950	2,233,238	288	12	9	7
31 December 1927 . .	36,141,000	903,525	1,329,000	2,232,525	2,233,320	795	13	2	9
30 Juni 1928 . . .	34,812,000	870,300	1,363,000	2,233,300	2,233,827	527	13	6	3
31 December 1928 . .	33,449,000	836,225	1,397,000	2,233,225	2,233,559	334	13	9	7
30 Juni 1929 . . .	32,052,000	801,300	1,432,000	2,233,300	2,233,366	66	14	3	2
31 December 1929 . .	30,620,000	765,500	1,467,000	2,232,500	2,233,098	598	14	6	7
30 Juni 1930 . . .	29,153,000	728,825	1,504,000	2,232,825	2,233,630	805	15	—	4
31 December 1930 . .	27,649,000	691,225	1,542,000	2,233,225	2,233,837	612	15	4	2
30 Juni 1931 . . .	26,107,000	652,675	1,580,000	2,232,675	2,233,644	969	15	8	—
31 December 1931 . .	24,527,000	613,175	1,620,000	2,233,175	2,234,001	826	16	2	1
30 Juni 1932 . . .	22,907,000	572,675	1,661,000	2,233,675	2,233,858	183	16	6	2
31 December 1932 . .	21,246,000	534,150	1,702,000	2,233,150	2,233,215	65	17	—	4
30 Juni 1933 . . .	19,544,000	488,600	1,744,000	2,232,600	2,233,097	497	17	4	8
31 December 1933 . .	17,800,000	445,000	1,788,000	2,233,000	2,233,529	529	17	8	3
30 Juni 1934 . . .	16,012,000	400,300	1,833,000	2,233,300	2,233,561	261	18	3	8
31 December 1934 . .	14,179,000	354,475	1,878,000	2,232,475	2,233,293	818	18	7	6
30 Juni 1935 . . .	12,301,000	307,525	1,926,000	2,233,525	2,233,850	325	19	2	3
31 December 1935 . .	10,375,000	259,375	1,973,000	2,232,375	2,233,357	982	19	7	4
30 Juni 1936 . . .	8,402,000	210,050	2,023,000	2,233,050	2,234,014	964	20	2	5
31 December 1936 . .	6,379,000	159,475	2,074,000	2,233,475	2,233,996	521	20	7	—
30 Juni 1937 . . .	4,305,000	107,625	2,125,000	2,232,625	2,233,553	928	21	2	—
31 December 1937 . .	2,180,000	54,500	2,180,000	2,234,500	2,233,960	540	21	8	—
	810,140,000	20,253,500	46,738,000	66,991,500	67,006,980	15,480	452	141	128

MINISTERIE VAN FINANCIËN.

Cabinet van den Minister
van Financiën.

—
N^o 182.
—

's-Gravenhage, 29 Mei 1923.

*Aan den Eersten Minister, Minister van Financiën,
te Brussel.*

EXCELLENTIE,

Bij schrijven van Uwe Excellentie dd. 10 Mei 1923, was Uwe Excellentie zoo goed mij ter kennis te brengen dat de Belgische Regeering de grondslagen van het plan aanneemt, door den Beheerder der Belgische Schatkist en den Algemeenen Kashouder van het Ministerie van Financiën der Nederlanden in gemeen overleg opgemaakt tot regeling der kosten van interneering van de Belgische militairen gedurende den oorlog.

Ik heb de eer U ter kennis te brengen dat de Regeering der Koningin, na bedoeld plan te hebben onderzocht, daarmee insgelijks instemt. Het is dus overeengekomen dat de betaling van gezegde kosten zal geschieden zooals hieronder is bepaald :

1^o De hoofsom der schuld wordt bepaald op fl. 46.738,553.32, met inbegrip van eene som van fl. 7,836.98, bedrag van een aanvullenden staat voor het jaar 1915.

2^o De rekening der samengestelde interesten, berekend tegen 4 1/2 t. h., wordt op den datum van 31 December 1922 afgesloten. Het geheel bedrag dier interesten bereikt de som van fl. 13,750,538.15.

Dit bedrag zal, mits toevoeging van de interesten berekend tegen denzelfden rentevoet van 4 1/2 t. h. vanaf 1 Januari tot den datum der eerste storting, betaald worden bij wijze van eene eerste betaling op afrekening van 10 millioen florijnen binnen ééne maand ; het overige zal zoo spoedig mogelijk in den loop van dit jaar worden betaald.

3^o De hoofdsom der schuld zal worden gekapitaliseerd tegen den rentevoet van 5 t. h. 's jaars en betaald in zesmaandelijksche stortingen, elk ten beloope van fl. 2,233,032, op den vervaltijd van 30 Juni en 31 December van ieder jaar ; de eerste storting zal geschieden den 30^{en} Juni 1923.

4^o De Belgische Regeering heeft te allen tijde het recht, de nog verschuldigde hoofdsom bij vervroeging te betalen, hetzij geheel, hetzij gedeeltelijk, mits vergoeding van den interest loopende vanaf den vorigen vervaldag en mits kennisgeving ééne maand vooraf.

5^o Als waarborg zal de Belgische Regeering aan de Nederlandsche Regeering obligatiën van de Openbare Schuld, in florijnen berekend, overhandigen ten beloope van eene som, tegen eenen interest en met eenen vervaltijd zooals bij § 3 is voorzien ; die obligatiën, waarvan elke is voorzien van coupons tot op hunnen respectieven datum van terugbetaling, zijn verdeeld in coupons overeenkomstig de hierbij gevoegde aflossingstabel.

De Nederlandsche Regeering verbindt zich, die obligatiën alleen dan ter markt te brengen wanneer de Belgische Staat de bepalingen dezer overeenkomst niet naleeft en mits daarvan acht dagen vooraf kennis gegeven wordt.

6^o Het accoord wordt beheerscht door de Nederlandsche wet, de Belgische Regeering keuze van woonplaats doende in haar gezantschap te 's-Gravenhage.

Naar de meening van de Regeering der Koningin, zal het accoord tusschen onze twee Regeeringen voltrokken zijn door de mededeeling van uwen brief d.d. 10 Mei en van mijn antwoord op dezen dag. Het onderteekenen van een uitdrukkelijke overeenkomst komt dus niet noodzakelijk voor.

Ik zou U dank weten mij te willen ter kennis brengen of dit ook de meening van Uwe Excellentie is, zoodat Uwe Excellentie, na ontvangst van dezen brief, de noodige schikkingen zal willen nemen om de eerste storting van 10 millioen florijnen, op afkorting, te verzekeren.

Ten slotte, stel ik er prijs op, ook mijnerzijds uiting te geven aan de voldoening, welke Uwe Excellentie betreffende dit vergelijk uitdrukte.

Ik bid Uwe Excellentie de betuiging mijner hoogachting te aanvaarden.

De Minister van Financiën,

DE GEER.



Koninkrijk België.

Brussel, 11 Juni 1923.

—
Ministerie van Financiën.

—
Cabinet.
—

*Aan Zijne Excellentie Jonkheer de Ceer,
Minister van Financiën der Nederlanden, te 's-Gravenhage.*

EXCELLENTIE,

Ik heb de eer U goede ontvangst te melden van het schrijven dat Uwe Excellentie mij, den 29^{en} Mei, heeft willen doen geworden en datde goedkeuring behelst van het plan opgemaakt door onze beide Thesauriën tot betaling der kosten van interneering der Belgische militairen gedurende den oorlog.

De Regeering van Z. M. den Koning bevestigt hare toetreding tot de reeds door de Regeering van H. M. de Koningin aanvaarde regeling zooals vermeld werd in den brief van Uwe Excellentie.

Van nu af aan neemt zij de noodige maatregelen met het oog op de storting, binnen het tijdsbestek van ééne maand vanaf dezen dag, der som van tien millioen florijnen te gelden op het bedrag der interesten tot op 31 December 1922, alsmede tot betaling van den eersten halfjaarlijkschen vervaltijd verschijnende op 30 Juni van dit jaar.

De Belgische Regeering zal binnenkort aan de Regeering van H. M. de Koningin de waarborgingsobligatiën overhandigen, aan te maken overeenkomstig de aflossingstabel welke Uwe Excellentie mij heeft willen overmaken.

Ik bid Uwe Excellentie de betuiging mijner hoogachting te aanvaarden.

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

G. THUNIS.



PROJET DE LOI

relatif au règlement des frais d'internement en Hollande des militaires belges pendant la guerre.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, et de Notre Ministre de la Défense Nationale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, et notre Ministre de la Défense Nationale sont chargés de présenter en Notre Nom, aux Chambres Législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Est approuvé l'arrangement ci-annexé, conclu entre le Gouvernement des Pays-Bas et le Gouvernement belge, concernant le règlement des frais d'internement en Hollande des militaires belges pendant la guerre.

ART. 2.

En vue d'assurer l'exécution de cet arrangement, les crédits ci-après sont ouverts au Ministre de la

WETSONTWERP

betreffende de regeling der kosten van interneering in Holland, van de Belgische militairen gedurende den oorlog.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën, en van Onzen Minister van Landsverdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van Financiën, en Onze Minister van Landsverdediging zijn gelast het ontwerp van wet waarvan de inhoud volgt, in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers in te dienen :

EERSTE ARTIKEL.

Het hierbijgaand tusschen de Nederlandsche en de Belgische Regeering gesloten vergelijk betreffende de regeling der kosten van interneering in Nederland van de Belgische militairen gedurende den oorlog wordt goedgekeurd.

ART. 2.

Ten einde de uitvoering van dat vergelijk te verzekeren, worden navolgende credieten aan den Minister

Défense Nationale, pour être rattachés au Budget des Dépenses extraordinaires — Dépenses suites de guerre — de l'exercice 1923, savoir :

1^o ART. 110^{bis}. *Remboursement au Gouvernement des Pays-Bas des frais d'internement en Hollande des militaires belges, pendant la guerre : partie desdits frais payable en obligations de la Dette publique à 5 p. c. au capital nominal de 46,738,000 florins.*

Crédit 277,623,720 francs.

Le montant de ce crédit sera versé en recette extraordinaire au Budget de l'exercice 1923.

2^o ART. 110^{ter}. *Remboursement, au Gouvernement des Pays-Bas, des frais d'internement en Hollande des militaires belges pendant la guerre : solde payable en espèces desdits frais et intérêts à 4 1/2 p. c. dus jusqu'au 31 décembre 1922, soit ensemble florins 13.730,713.47 ; intérêts à 4 1/2 p. c. courus en 1923 jusqu'au jour du paiement, sur les sommes à liquider en espèces.*

Crédit non limitatif : 105,000,000 fr.

ART. 5.

Le Ministre des Finances est autorisé à émettre des obligations de la Dette publique libellées en florins des Pays-Bas, à concurrence du capital nominal de quarante-six millions sept cent trente-huit mille florins des Pays-Bas (46,738,000 fl.) mentionné à l'article 2, 1^o, ci-dessus. Ces obligations porteront intérêt à

van Landsverdediging geopend om te worden verbonden aan de Begroting der Buitengewone uitgaven — Uitgaven oorlogsgevolgen — over het dienstjaar 1923, te weten :

1^o ART. 110^{bis}. *Terugbetaling aan de Nederlandsche Regeering der kosten van interneering in Holland van de Belgische militairen gedurende den oorlog : gedeelte van gemelde kosten betaalbaar in obligaties 5 t. h. der Openbare Schuld tot een nominaal kapitaal van 46,738,000 gulden.*

Crediet 277,623,720 frank.

Het bedrag van dit crediet zal in buitengewone ontvangst gestort worden op de Begroting over het dienstjaar 1923.

2^o ART. 110^{ter}. *Terugbetaling, aan de Nederlandsche Regeering, der kosten van interneering in Holland van de Belgische militairen gedurende den oorlog : toelag betaalbaar in geldspecie van gemelde kosten en interesten tegen 4 1/2 t. h. verschuldigd tot 31 December 1922, zijnde te zamen 13,730,713.47 gulden ; interesten tegen 4 1/2 t. h. in 1923 tot op den dag der betaling geloopt op de in geldspecie te vereffenen sommen.*

Onbeperkt crediet : 105,000,000 fr.

ART. 3.

De Minister van Financiën wordt gemachtigd obligaties der Openbare Schuld, vermeldende de som in Nederlandsche gulden, uit te geven, ten bedrage van het in artikel 2, 1^o, hiervoor vermeldé nominaal kapitaal van zes-en-veertig millioen zeven honderd acht-en-dertig duizend Nederlandsche gulden (46,738,000 fl.).

cinq pour cent l'an à partir du 1^{er} janvier 1925 et seront amortissables par semestre, en quinze années, de 1923 à 1937 inclusivement.

Les intérêts et le capital de ces obligations seront exempts de tous impôts au profit de l'État, et de toutes taxes au profit des provinces et des communes.

Les frais de confection et de remise de ces obligations seront imputés sur le crédit ouvert par l'article 28 du Budget de la Dette publique pour l'exercice 1923.

ART. 4.

Il est ouvert au Ministre des Finances, pour être rattaché au Budget de la Dette publique pour l'exercice 1923, sous le libellé ci-après :

ART. 15^{bis}. — *Intérêts et amortissement des obligations à 5 p. c. délivrées au Gouvernement des Pays-Bas pour le règlement des frais d'internement des militaires belges en Hollande pendant la guerre, un crédit non limitatif de trente-deux millions quatre cent mille francs (32,400,000 francs) pour le service desdites obligations pendant l'année 1923.*

ART. 5.

La justification à la Cour des Comptes des avances consenties par le Gouvernement des Pays-Bas se

Deze obligaties brengen interest op tegen vijf ten honderd 's jaars te rekenen van 1 Januari 1923 en zijn aflosbaar per half jaar in vijftien jaren, van 1923 tot en met 1937.

De interesten en het kapitaal dier obligaties zijn vrij van alle belastingen ten bate van den Staat en van alle taxes ten bate van provinciën en gemeenten.

De kosten van aanmaking en van uitreiking dier obligaties worden aangerekend op het bij artikel 28 van de Begrooting der Openbare Schuld over het dienstjaar 1923 geopend crediet.

ART. 4.

Aan den Minister van Financiën wordt, om aan de Begrooting der Openbare Schuld over het dienstjaar 1923 te worden verbonden, onder de volgende omschrijving :

ART. 15^{bis}. — *Interesten en aflossing der obligaties 5 t. h. aan de Nederlandsche Regeering mitgereikt voor de regeling der kosten van interneering der Belgische militairen in Holland gedurende den oorlog, een onbeperkt crediet van twee-entertig millioen vier honderd duizend frank (32,400,000 frank) geopend voor den dienst van gemelde obligaties gedurende het jaar 1923.*

ART. 5.

De verantwoording aan het Rekenhof der door de Nederlandsche Regeering toegestane voorschotten

fera par la production des relevés de dépenses établis par ledit Gouvernement.

Donné à Bruxelles, le 12 novembre 1923.

zal geschieden bij wege van overlegging der door gezegde Regeering opgemaakte lijsten van uitgaven.

Gegeven te Brussel, den 12 November 1923.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

G. THEUNIS.

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*
P. FORTHOMME.

